

DECLARATION

**DE SON EXCELLENCE MONSEUR MARTIN GBAFOLO
MINISTRE DES EAUX FORETS CHASSES PECHES, DU TOURISME ET
DE L'ENVIRONNEMENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

A

**L'OCCASION DE LA PREMIERE SESSION DE LA CONFERENCE DES
PARTIES A LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS-UNIES SUR
LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.**

BERLIN, 28 MARS-7 AVRIL 1995.

MADAME LE PRESIDENT
EXCELLENCES, MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES,
DISTINGUES DELEGUES,
MESDAMES, MESSIEURS.

C'EST POUR MOI UN HONNEUR ET UN PRIVILEGE DE PRENDRE LA
PAROLE A CETTE OCCASION HISTORIQUE DE LA PREMIERE CONFERENCE
DES PARTIES A LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS-UNIES SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

JE SAISI CETTE OPPORTUNITE POUR FELICITER, AU NOM DU
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, LE
GOUVERNEMENT FEDERAL ALLEMAND, QUI A BIEN VOULU HONORER SES
ENGAGEMENTS EN ORGANISANT CETTE PREMIERE RENCONTRE
MONDIALE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU REGARD DES
RESOLUTIONS DE L'AGENDA 21 DU SOMMET PLANETE TERRE DE JUIN
1992 A RIO DE JANEIRO.

MA DELEGATION, PAR MA VOIX, REND EGALEMENT UN VIBRANT
HOMMAGE AU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL DE NEGOCIATION DE LA
CONVENTION QUI, NON SEULEMENT A SU NEGOCIER ET FINALISER LE
PROJET DE LA CONVENTION-CADRE ADOPTE LE 9 MAI 1992 ET SIGNE
PAR LA PLUPART DE NOS ETATS EN JUIN 1992, MAIS EGALEMENT A
ACCOMPLI L'IMPORTANT TACHE PREPARATOIRE DE CETTE PREMIERE
CONFERENCE DES PARTIES A QUI INCOMBE DESORMAIS LA LOURDE
RESPONSABILITE DE DIRIGER LE LONG PROCESSUS DE MISE EN OEUVRE
DE LA CONVENTION.

MADAME LE PRESIDENT,

CONCERNANT LES POLITIQUES ET MESURES D'ADAPTATION
POSSIBLE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE PREND EN CONSIDERATION LA POSITION DES EXPERTS
AFRICAINS ARRETEE LORS DE LA CONFERENCE AFRICAINE SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES TENUE A NAIROBI(KENYA) DU 5 AU 8
DECEMBRE 1994.

EN EFFET, LE DEVELOPPEMENT EST
L'OBJECTIF PRIORITAIRE DES NATIONS D'AFRIQUE AUSSI BIEN DANS SES
ASPECTS HUMAINS, SOCIAUX QU'ECONOMIQUES. IL CONSISTE A LUTTER
CONTRE LA PAUVRETE ET A FAIRE USAGE DES RESSOURCES NATURELLES
D'UNE MANIERE DURABLE.

AINSI QUE LE SOULIGNE LA CONVENTION ET COMME RECONNU PAR
TOUS, LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE PROVIENNENT

ESSENTIELLEMENT DES PAYS INDUSTRIALISES ET QUE PAR CONTRE LE NIVEAU DES EMISSIONS PAR HABITANT DEMEURE RELATIVEMENT FAIBLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT.

A CE SUJET, LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE APPRECIE A SA JUSTE VALEUR, L'HEUREUSE INITIATIVE PRISE PAR L'UNION EUROPEENNE ET PARTICULIEREMENT PAR L'ALLEMAGNE DE MAINTENIR LE CAP DE DIMINUER LES EMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE (CO₂) D'ICI A L'AN 2005. ELLE INVITE LES AUTRES PAYS DEVELOPPES A SUIVRE CET EXEMPLE AFIN QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE TOUTE ENTIERE PUISSE GARANTIR AUX GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES UN ENVIRONNEMENT MEILLEUR.

MON PAYS, LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, EST ENTIEREMENT DISPOSE A PARTICIPER AUX EFFORTS INTERNATIONNAUX TENDANT A ATTENUER LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. CEPENDANT, ELLE TIENT A SOULIGNER QUE CECI NE DEVRAIT PAS CONSTITUER UN PRETEXTE POUR LA DETOURNER DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT QU'ELLE S'EST FIXE ; EN EFFET AVEC SON IMPORTANT RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET SES QUATRE MILLIONS D'HECTARES DE FORET OMBROPHYLLE, LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE CONSTITUE, SANS NUL DOUTE, UN VERITABLE "PUITS" ET UN CONSIDERABLE "RESERVOIR" DE GAZ A EFFET DE SERRE EN GENERAL ET DE DIOXYDE DE CARBONE EN PARTICULIER, POUR LESQUELS UNE POLITIQUE JUDICIEUSE DE CONSERVATION ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE EST INITIEE A L'HEURE ACTUELLE ET DEMANDE A ETRE SOUTENUE.

JE VOUS REMERCIE.